

## **Vingt-cinq questions sur les relations euro-américaines. Une seule réponse.**

Olivier Pastré

Président des Amis du Cercle des Économistes

Arrêtons de dire – et de laisser dire – des conneries. Sinon nous n’y arriverons jamais. Ou nous y arriverons déconfits. Ou, pire, meurtris.

Commençons par reconnaître que l’Europe et les États-Unis ne peuvent pas s’en tirer l’un sans l’autre. Surtout nous, diront certains. Et c’est vrai. Mais, si la relation est déséquilibrée, elle n’en est pas moins bilatérale. Nous partageons les mêmes valeurs, de la démocratie à l’économie de marché, en passant par la haine du terrorisme et la foi dans le progrès technologique. Mais, surtout, notre avenir économique est, à ce jour, indissolublement lié.

Qu’on en juge en toute objectivité. Le commerce transatlantique représente plus d’un tiers des échanges commerciaux mondiaux. Le commerce des Vingt-Cinq avec les Etats-Unis a été 3,9 fois plus important qu’avec le Japon et 3,7 fois plus qu’avec la Chine. Quant aux IDE, les investissements américains représentent 62% des investissements étrangers sur le Vieux Continent (hors Angleterre) et les investissements européens aux Etats-Unis, la moitié des investissements européens à l’étranger. *By the way*, à l’échelle hexagonale, les États-Unis sont, pour la France, le premier partenaire commercial après l’Union Européenne et la France est, pour les Etats-Unis, le troisième grand partenaire commercial de l’Union Européenne. Quant aux investissements directs, pour ne prendre que l’exemple de la France en Europe, les investissements français aux Etats-Unis génèrent 515 000 emplois pour les américains alors que les IDE américains en France en procurent 583 000 aux français.

Voilà la réalité. Et on pourrait multiplier jusqu’à l’infini les chiffres qui appuient cette démonstration. Ceci n’interdit pas le doute, ferment même de tout

progrès scientifique. Et donc, dans le cadre de ces Cinquièmes Rencontres Economiques d'Aix en Provence, commençons par nous poser ces deux questions essentielles :

1) L'Europe et les États-Unis partagent-ils les mêmes valeurs ?

Oui  Non

2) Les relations économiques entre les États-Unis et l'Europe constituent-elles à ce jour la colonne vertébrale de l'économie mondiale ?

Oui  Non

Force est, toutefois, de reconnaître la place qui est la leur aux grandes fractures historiques. Historiquement, les relations économiques euro-américaines sont fondamentalement harmonieuses, voire même complices. Cette vérité historique ne doit pas, pour autant, occulter l'importance du double choc du 9/11 et du 11/9. Le 9/11 c'est la date anniversaire de la chute du Mur de Berlin et le 11/9 c'est celle de l'attentat contre les Twin Towers.

La chute du mur de Berlin en 1989 a complètement bouleversé l'équilibre géostratégique mondial. Avant cette date, dans le cadre de la Guerre Froide, l'alliance euro-américaine s'autoalimentait, d'abord et avant tout, contre l'Autre, contre le bloc soviétique (dont un des « charmes », et non des moindres par rapport au terrorisme d'aujourd'hui, tenait à son monolithisme). Lutter contre un « péril » commun, cela crée forcément des liens. Alors on peut, bien sûr, avoir des accès de susceptibilités ou des divergences de vue tactiques. Mais cela ne change rien sur le fonds : les certitudes sont les mêmes et les intérêts sont communs.

Quant au 11 septembre, les Européens doivent admettre que cet attentat a fait basculer l'Amérique dans un nouveau paradigme géostratégique. Le viol, de la plus ridicule, de la plus infamante et de la plus spectaculaire façon, de l'intégrité de son sol,

pour un pays dont la virginité territoriale constituait l'immense fierté, a radicalement modifié les priorités économiques et militaires américaines. On a tendance, en Europe, à sous-estimer l'importance patriotique aux Etats-Unis de ce que nous n'avons vécu que comme un drame, témoins de la folie des hommes.

3) La chute du mur de Berlin, a-t-elle radicalement modifié la nature des relations euro-américaines ?

Oui  Non

4) L'Europe, a-t-elle sous-estimé les conséquences, pour les États-Unis des attentats du 11 septembre ?

Oui  Non

Ces deux premiers « chocs de l'Histoire » ont servi de révélateurs aux tensions euro-américaines que la Guerre Froide avait masquées. Si l'on veut affronter l'avenir ensemble, il ne faut pas se voiler nos différences. Ces différences sont de deux natures.

Elles tiennent d'abord à des différences fondamentales de point de vue sur certaines questions, essentielles, de société. Cela est vrai au moins pour la peine de mort, pour le poids relatif entre le marché et le social, pour la place du religieux dans la société et pour le rôle que sont susceptibles de jouer les instruments diplomatiques multilatéraux quels qu'ils soient. Cela ne crée pas, pour autant, un océan d'incompréhension mais cela peut, à tout moment, nourrir des divergences de perspective.

A cela s'ajoutent des « vrais sujets qui fâchent ». On est alors, non pas dans le champ du philosophique, mais dans celui, plus terre à terre, et donc plus contraignant, de l'affrontement des intérêts bien compris des partenaires à la négociation. Pour ne s'en tenir qu'à la sphère de l'économique, qu'il nous suffise à ce stade de citer trois « sujets qui fâchent », parmi les plus importants :

- Le dollar, bien sûr, dont l'Europe vient de découvrir que la faiblesse menaçait directement le devenir de certains de nos « joyaux

technologiques », qui, jusque là, avaient, pour partie au moins, fondé leur imperium industriel sur un dollar fort.

- Mais l'OMC aussi, cadre institutionnel dans lequel s'affrontent, pour le plus grand bien du libéralisme, les égoïsmes industriels nationaux. alors que Saddam Hussein a eu à choisir entre « le pétrole et la nourriture », dans le cadre de l'OMC, on se trouve dans l'univers de « l'aéronautique contre la sidérurgie »

- Et l'environnement enfin. La stricte application du protocole du Kyoto conduit, aujourd'hui, à faire payer aux nations écologiquement tempérantes l'imprescriptible droit à polluer des États Unis.

Questions donc :

5) Peut-on parvenir à coordonner la parité euro-dollar ?

Oui  Non

6) Les conflits entre l'Europe et les États-Unis dans le cadre de l'OMC vous paraissent-ils gérables ?

Oui  Non

7) Un rapprochement entre l'Europe et les États-Unis de leurs positions sur les questions environnementales vous paraît-il envisageable ?

Oui  Non

Ces trois « questions qui fâchent » ne sont, bien sûr, pas les seules. Sur l'agriculture comme sur la finance, des conflits existent aussi. Mais c'est le charme même des couples amoureux que de se « chamailler » pour mieux faire respecter leurs

différences et donc assurer la durabilité de leur liaison. Il est vrai que le déséquilibre, croissant chaque année, des forces économiques en présence ne facilite pas, sauf à ce que l'Europe en prenne acte, le dialogue. +38% : c'est la croissance du PIB américain entre 1994 et 2004, alors que celle de la zone euro n'a été que de 22%. La puce peut, certes, irriter l'éléphant et l'éléphant a, certes, du mal à écraser la puce. Mais le dialogue « puce-éléphant » ne peut pas passer seulement par l'octroi d'un porte-voix à la puce. Il nécessite aussi que la puce accepte le principe de l'incontournabilité de l'éléphant...

Comment, alors, transcender l'ambigu : « Je t'aime ; moi non plus » du partenariat euro-américain ?

C'est l'objectif de ces Cinquièmes Rencontres Économiques d'Aix en Provence que de contribuer à refonder, au plan théorique, l'alliance qui doit nécessairement unir les deux « meilleurs ennemis » du monde.

Pour ce faire, il faut commencer par renoncer au simplisme et par clore les faux procès. En se plaçant du point de vue européen, il faut savoir reconnaître à tout le moins :

- Que le bilatéralisme n'a pas que des inconvénients et le multilatéralisme que des qualités.
- Que l'imperium militaire américain existe, qu'il a eu des effets « globalement positifs » à ce jour et qu'il nécessite une révision déchirante de nos stratégies dans ce domaine.
- Que le double déficit américain a permis, à ce jour, de financer la croissance mondiale de manière, certes, déséquilibrée mais néanmoins efficace.

La aussi on pourrait continuer presque à l'infini la litanie des anathèmes stérilisants. L'anti-américanisme primaire ne fait le jeu que des ennemis de l'Europe. Mettons donc un terme à ces procès d'intention et posons nous trois questions, (ou peut-être davantage) :

8) Le bilatéralisme américain n'a-t-il eu que des effets négatifs sur la paix et la croissance mondiale ?

Oui  Non

9) L'Europe peut-elle peser dans la gouvernance mondiale sans armée digne de ce nom ?

Oui  Non

10) Le double déficit américain, a-t-il, à ce jour, pénalisé la croissance mondiale ?

Oui  Non

et passons à autre chose de plus roboratif, et surtout de plus constructif.

Pour construire un nouveau partenariat euro-américain, il faut, non seulement reconnaître et mettre en avant mais aussi dynamiser tous nos points de convergence. Et il y en a plus qu'on ne le croît. Il faudrait plusieurs articles pour décrire, dans le seul champ de l'économie, les domaines dans lesquels des rapprochements constructifs entre les Etats-Unis et l'Europe peuvent être envisagés.

Je m'en tiendrai ici, à titre d'exemple, au seul champ du gouvernement d'entreprise qui me paraît particulièrement symbolique et que je connais bien<sup>1</sup>. Il y a eu Enron. Puis Worldcom. Puis Tyco. Pendant un temps, on a dit, de ce côté de l'Atlantique, qu'il s'agissait d'un problème typiquement américain, lié aux inévitables dysfonctionnements d'un *business model* trop brutalement marchéisé et insuffisamment régulé. Puis il y a eu Vivendi en France, Ahold en Hollande et Parmalat en Italie. Et l'on s'est alors rendu compte que nos modèles de gouvernement d'entreprise, de même que leurs déviances, s'étaient sensiblement rapprochés les uns

---

<sup>1</sup> O. Pastré, M. Vigier, « Le capitalisme déboussolé », la Découverte, 2003.

des autres. Il en a été de même des réactions réglementaires à ces scandales. La loi sur la Sécurité Financière est ainsi une (bien pâle) copie de la loi Sarbanes Oxley.

Mais le gouvernement d'entreprise ne s'arrête pas aux frontières du conseil d'administration. Ce mimétisme croissant entre l'Europe et les États Unis se retrouve aussi au niveau des normes comptables. Les normes IAS, que l'Europe s'est imposée à elle-même, en renonçant par là même définitivement à sa souveraineté comptable, ont un côté « Canada Dry » des normes US Gap qu'il est difficile d'ignorer. Ces normes auraient pu assurer la fonction de fossoyeur des spécificités bancaires européennes (via les normes IAS 32 et 39 notamment). Il semble que ce risque soit, à ce jour, pour partie au moins, écarté. Il reste donc les bienfaits d'une convergence comptable qui, sans céder aux sirènes d'un quelconque mondialisme anglo-saxon, permet d'homogénéiser les procédures et les pratiques et qui donc devrait, en créant plus de transparence, contribuer à plus de démocratie économique.

On pourrait aussi citer les rapprochements qui se font en matière boursière, tant au plan des modes opératoires que des instances réglementaires. Toutes ces convergences, il convient de le noter, et c'est tant mieux, n'excluent en rien le maintien de certains particularismes, voire même des divergences croissantes sur certains points<sup>2</sup>. L'Europe n'est pas l'Amérique et ne doit surtout pas le devenir. La domination naturelle du « modèle » anglo-saxon – de fait de l'imperium économique des Etats-Unis et de son prosélytisme quasi messianique - ne doit pas conduire au mimétisme. Le modèle de *stake-holding* n'est pas meilleur que celui du strict *share-holding* mais : 1) il n'est pas moins efficient et surtout 2) il a des racines historiques qu'il serait dangereux d'arracher. Il n'empêche : des convergences existent entre les Etats-Unis et l'Europe et il faut les favoriser, dans le respect, bien sûr, des identités entrepreneuriales.

J'ai choisi ici l'exemple du gouvernement d'entreprise mais des convergences euro-américaines existent dans presque tous les champs de la science économique. Dans le domaine des négociations multilatérales comme l'ont montré le Sommet de Doha et la Conférence de Monterrey qui ont tous deux démontré les charmes du

---

<sup>2</sup> E. Jeffers & O. Pastré, « La Très Grande Bagarre Bancaire Européenne », *Economica*, 2005

*second best*. Dans le domaine de la recherche, où certains programmes ne pourront voir le jour qu'au travers d'une coopération transatlantique. Dans la plupart des domaines industriels, du pétrole à la pharmacie, dans lesquels les concurrences les plus féroces n'excluent en rien les coopérations les plus étroites. Dans le domaine de l'éducation, dans celui de la lutte contre le blanchiment des capitaux, dans celui de la conquête spatiale ou, enfin, dans celui des énergies renouvelables, les possibilités de convergence sont réelles et tentantes.

11) Les modèles de gouvernement d'entreprise américains et européens convergent-ils ?

Oui  Non

12) Est-ce une bonne chose ?

Oui  Non

13) Les normes IAS constituent-elles un progrès en matière comptable ?

Oui  Non

14) Des convergences économiques entre les Etats-Unis et l'Europe sont-elles possibles dans le domaine de la recherche ?

Oui  Non

15) Dans le domaine de l'éducation ?

Oui  Non

16) Dans le domaine de la lutte contre le blanchiment des capitaux ?

Oui  Non

Il est clair que le ridiculissime « flop » du Traité Constitutionnel européen ne facilite pas les choses. Il fragilise l'entité européenne dans toutes les négociations internationales. Dans le meilleur des cas, pour de longs mois. Il va nécessairement attiser les égoïsmes nationaux comme vient d'en témoigner la récente discussion budgétaire avortée. Il va immanquablement autocentrer l'Europe, paralysée par l'élargissement, sur son « nombril » institutionnel.

Tout cela n'est guère encourageant. Faisons toutefois « contre mauvaise fortune bon cœur » et essayons de transformer notre défaite, sinon en victoire, au moins en avenir. L'avenir ne sera pas, comme ont essayé de le faire croire les partisans du « Non », à une Europe libérée des contraintes de l'économie de marché. Mais l'avenir pourrait être à un examen de conscience et :

- à une reconnaissance de nos erreurs géostratégiques. L'Europe n'existera que si elle dispose d'une défense et d'une recherche et développement qui ne soient pas croupion. Le scénario de la « puissance civile », a fortiori dénuée de tout « ressort technologique », prête, au mieux, à sourire.
- à une constatation du tropisme asiatique des Etats-Unis. L'Atlantique c'est bien, mais l'avenir, démographique et donc, à terme, économique, est Pacifique. Sachons en tenir compte.
- à une remise en cause de nos archaïsmes diplomatiques. Le multilatéralisme ne peut pas être « l'alpha et l'oméga » de toute négociation internationale. Convenons en une bonne fois pour toutes.
- à une refondation de l'incontournable Triple Alliance européenne entre l'Allemagne, l'Angleterre et la France, qui ne doit en aucun cas être considérée comme définitivement compromise.

- à une affirmation de la possibilité de faire de l'économie un moteur essentiel du partenariat euro-américain.

Toutes ces pistes de remise en cause n'iront pas sans cahots et ne se dérouleront pas sans questionnements radicaux.

17) Les dépenses de défense et de R & D européennes doivent-elles augmenter de manière significative ?

Oui  Non

18) Le multilatéralisme constitue-t-il la seule voie pour dénouer les crises internationales ?

Oui  Non

19) Une harmonisation des positions anglaise, française et allemande en matière de partenariat avec les Etats-Unis est-elle possible ?

Oui  Non

20) La coopération économique euro-américaine doit-elle primer les autres formes de coopération ?

Oui  Non

C'est sur les bases de telles remises en cause que l'avenir pourra se reconstruire.

Mais pour se construire de manière dynamique, il est indispensable que, des deux côtés de l'Atlantique, soient affirmées trois priorités :

1. L'équilibrage du fardeau de la régulation mondiale. L'Europe assume 54% de laide au développement et 37% du budget de l'ONU. Il n'est pas possible que l'Europe se contente « de parler et de payer ». Parlons moins, payons moins et agissons plus.
2. La relance d'un véritable dialogue euro-américain. La Déclaration Transatlantique de 1990 et le New Transatlantic Agenda de 1995 ont fait long feu. Redonnons-leur une chance. Sous des formes probablement renouvelées et qu'il reste donc à définir en donnant la place qui doit être la sienne au dialogue économique.
3. Le traitement concerté de trois dossiers prioritaires. Il s'agit :
  - a. des subventions agricoles et du développement. L'égoïsme du Nord n'est plus gérable. Tâchons de gérer conjointement l'abandon progressif et conditionnel de nos iniques prébendes.
  - b. de la crise du Moyen Orient. Le « jeu de rôles » dans le cadre duquel les Européens sont pro-arabes et les Américains sont pro-israéliens doit cesser. En espérant que nos enfants en riront. Et que cette région, cruciale pour l'Europe comme pour les Etats-Unis, connaîtra autre chose que la stérilité économique et politique.
  - c. L'émergence de la Chine et de l'Inde. Nous avons tout intérêt à cette émergence. Mais, compte tenu du déficit démocratique autant que des menaces industrielles (l'un se nourrissant – temporairement au moins – de l'autre), n'y a-t-il pas lieu à définition d'une « feuille de route » commune, la gestion du dossier textile, totalement décoordonnée, pouvait servir ici de repoussoir et les ventes d'armes à la Chine du premier chantier de coopération.

Que de questions pour éclaircir l'avenir :

- 21) Une plus large participation, y compris financière, des Etats-Unis aux instances de régulation de l'économie mondiale est-elle possible ?

Oui  Non

22) Une nouvelle Déclaration Transatlantique est-elle envisageable ?

Oui  Non

23) Une position coordonnée des États-Unis et de l'Europe est-elle possible en matière de subventions agricoles ?

Oui  Non

24) En matière de résolution de conflits du Proche Orient ?

Oui  Non

25) En matière de négociation avec la Chine et l'Inde ?

Oui  Non

Ayant brossé à grands traits ce qui ne constitue qu'une aquarelle du devenir du partenariat euro-américain, et l'ayant fait au travers d'interrogations, il est temps de passer aux affirmations. Celles-ci sont simples et sont seulement au nombre de deux :

- le Cercle des Economistes justifie son succès par le courage qu'il a d'aborder des sujets essentiels, de reformuler des questions mal-posées et d'esquisser des réponses circonstanciées.
- Il y a du boulot pendant ces trop courtes Cinquièmes Rencontres Économiques. Bon courage donc.

